EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 16 décembre 2021

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 32 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Pascal MONTECOT - Véronique MIQUELLY - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES représenté par Martial ALVAREZ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLE - Christian BURLE.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

CHL-009-10828/21/BM

■ **Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions départementales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions de reversement des subventions départementales**

9804

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la Ville de Marseille, le Département des Bouches –du –Rhône a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions départementales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous en date du 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne peut donc plus être assurées par le GIP depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n°

DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessitait toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP MRU dans le cadre des opérations relevant des PRU.

A cet effet, la commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a tout d'abord autorisé le transfert à la Métropole des soldes de subventions par délibération n° 115 du 14 avril 2020.

Les modalités de reprise par la Métropole de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions départementales aux maîtres d'ouvrages ont ensuite été définies dans le cadre d'une convention de transfert conclue le 14 décembre 2020 entre le Département des Bouches du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU, conformément aux délibérations de la Commission permanente du Conseil départemental n° 148 du 24 juillet 2020, des délibérations de l'Assemblée Générale du GIP Marseille Rénovation Urbaine n° AG_1912.005 du 18 décembre 2019 et n° AG_2005.003 du 25 mai 2020 et de la décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° 20/424/D du 29 mai 2020.

Cette convention de transfert a ainsi fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

L'annexe n°1 de la convention comportait une erreur matérielle dans l'identification des maîtres d'ouvrages bénéficiaires des reversements de subventions départementales pour les opérations suivantes :

- PRU Kallisté - acquisition démolition du bâtiment B ;
- PRU Plan d'Aou, St Antoine, La Viste - aménagement de friches.

En effet, contrairement à ce qui est indiqué dans cette annexe, le maître d'ouvrage, pour chacune de ces opérations, n'est pas la Ville de Marseille.

Aussi, par délibération n° 207 du 11 décembre 2020, la Commission permanente du Conseil départemental a acté la rectification de maîtrise d'ouvrage de ces deux opérations :

- PRU Kallisté - acquisition démolition du bâtiment B : le maître d'ouvrage est désormais la société Marseille Habitat.
- PRU Plan d'Aou, St Antoine, La Viste - aménagement de friches : le maître d'ouvrage est désormais la société ERILIA.

Suite à ces modifications, un avenant à la convention de transfert fixant les modalités de règlement et/ ou de transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille a été conclu conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental n°204 du 30 avril 2021, aux délibérations de l'Assemblée Générale du GIP Marseille Rénovation Urbaine n° AG_1912.005 du 18 décembre 2019 et n° AG_2005.003 du 25 mai 2020 et à la délibération n° CHL 001-9740/21/BM du Bureau de la Métropole du 15 avril 2021.

La Métropole, en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics s'est engagée à instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, à transmettre ces demandes au Département et à effectuer le versement de la subvention à hauteur du montant validé par le Département après contrôle de ses services.

Il convient dès lors d'approuver, d'une part, les montants des reversements de subventions départementales au profit des deux maîtres d'ouvrage concernés par les modifications résultant de l'avenant n°1 à la convention de transfert, à savoir Erilia et Marseille Habitat, et d'autre part, de définir par convention les relations financières entre la Métropole et ces deux maîtres d'ouvrages, et ce en application des missions confiées à la Métropole par le Département des Bouches-du-Rhône pour la gestion des subventions départementales attribuées aux différents maîtres d'ouvrages pour les PRU engagés sur la ville de Marseille.

Ainsi, il convient aujourd'hui d'approuver, les conventions de reversement des subventions départementales à conclure avec les deux maîtres d'ouvrage concernés, ayant pour objet de fixer les modalités d'instruction et de règlement par la Métropole des subventions octroyées par le

département à ces deux maîtres d'ouvrages pour les opérations qui ont été modifiées par l'avenant n° 1 à la convention de transfert.

Néanmoins, il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 55 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) métropolitain, approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, lequel fixe les modalités de versement des subventions d'investissement et prévoit notamment que le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80% de la subvention.

En effet, comme prévu à l'article 4 de chacune de ces conventions à approuver, le reversement des subventions départementales se fera sous forme d'acomptes au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'au solde de l'opération, et ce sur présentation des justificatifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de lutter contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération DEVT 013/18-7963/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) suite à sa dissolution ;
- La décision n°20/424/D du 29 mai 2020 approuvant le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des aides départementales dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille et la convention fixant les modalités de règlement et de transfert de ces aides à la Métropole ;
- La délibération CHL 001-9740/21/BM du 15 avril 2021 approuvant l'avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence.

Oùï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en l'absence de renouvellement de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissous au 31 décembre 2019 et qu'il est en cours de liquidation ;
- Que la Métropole a acté de la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU suite à sa dissolution ;
- Que la reprise de ces activités nécessite la reprise de l'ensemble des engagements

- souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU ;
- Que la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage des subventions départementales a été confiée à la Métropole par le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le reversement à la société ERILIA de la subvention départementale d'un montant de 33 250 euros, octroyée pour l'opération « aménagement de friches » du PRU « Plan d'Aou, St Antoine, La Viste ».

Article 2 :

Est approuvé le reversement à la société Marseille Habitat de la subvention départementale d'un montant de 127 725,44 euros, octroyée pour l'opération « acquisition – démolition du bâtiment B » du PRU « Kallisté ».

Article 3 :

Est précisé qu'il convient de déroger à l'article 55 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) métropolitain, approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, et de ne pas limiter à 80% de la subvention le montant des acomptes à verser aux maîtres d'ouvrage.

Article 4:

Est approuvée la convention ci-annexée, de reversement des subventions départementales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille sous maîtrise d'ouvrage d'Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer ces deux conventions et tous les documents y afférents.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique E111 - Opération n°2020000400 - Chapitres 20 et 204.

La recette correspondante sera constatée en section investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Emploi, cohésion sociale et territoriale,
Insertion et relation avec le GPMM

Martial ALVAREZ